



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

police et gendarmerie

Question au Gouvernement n° 4069

Texte de la question

HOMMAGE AUX FORCES DE POLICE

M. le président. La parole est à Mme Françoise Descamps-Crosnier, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Françoise Descamps-Crosnier. Monsieur le Premier ministre, lundi soir, à Magnanville, un drame terrible a eu lieu. Deux policiers sont tombés sous les coups d'un terroriste parce qu'ils étaient policiers. Ils laissent un orphelin de trois ans.

J'étais sur place, lundi soir, aux côtés des forces de l'ordre et des services de l'État mobilisés. Je veux devant vous témoigner de leur professionnalisme, de leur dévouement et de la dignité dont ils font preuve dans l'épreuve particulièrement difficile qui est la leur (*Applaudissements sur tous les bancs*), mais aussi la nôtre parce qu'à travers eux, c'est à la République que l'on a attenté.

Le moment que nous traversons doit être empreint de respect et de gratitude pour nos forces de l'ordre. Alors que les obsèques de Jean-Baptiste et Jessica n'ont pas encore eu lieu, toute autre attitude est d'une indécence particulièrement méprisable.

Aussi, monsieur le Premier ministre, je veux vous dire à quel point j'ai été choquée par les violences qui ont eu lieu hier à Paris.

M. Jacques Myard. Scandaleux !

Mme Françoise Descamps-Crosnier. Choquée d'apprendre que l'hôpital pour enfants Necker-Enfants malades – celui-là même où se trouve le petit Mathieu, seul rescapé de la tuerie de lundi soir – a été pris pour cible et que ses vitres ont été brisées. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Choquée d'apprendre que vingt-neuf policiers ont été blessés dans la journée d'hier et que nombre d'entre eux ont été délibérément attaqués par des ultras qui voulaient manifestement « casser du flic ».

M. Jean-Paul Bacquet. Scandaleux.

Mme Françoise Descamps-Crosnier. Les violences qui ont eu lieu sont intolérables. Elles sont un outrage à la douleur que nous traversons collectivement et plus particulièrement les forces de l'ordre. Je veux rendre hommage à leur professionnalisme et à leur sang-froid dans des conditions de travail particulièrement difficiles.

Monsieur le Premier ministre, pourriez-vous nous indiquer la façon dont le Gouvernement compte poursuivre la démarche de soutien aux forces de l'ordre qui a été la sienne depuis le début de ces événements et qui recueille – je l'espère sur l'ensemble des bancs – le soutien de la représentation nationale ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, hier, dans cette circonscription que vous connaissez bien, vous étiez, avec les autres parlementaires des Yvelines qui ont interrogé hier le ministre de l'intérieur, aux côtés des élus – je pense notamment à Michel Lebouc, maire de Magnanville, que j'ai eu tout à l'heure au téléphone et qui a vécu très directement ce drame épouvantable puisqu'il connaissait cette famille.

Nous l'avons dit hier avec le ministre de l'intérieur : c'est la nation tout entière qui est endeuillée par cet assassinat, ce meurtre effrayant, à leur domicile, de deux fonctionnaires, Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider. En hommage à ces policiers, à ces deux serviteurs de l'État, une cérémonie s'est tenue, ce matin à Beauvau en présence du Président de la République, et partout en France, et une minute de silence a été observée pour exprimer notre compassion à l'égard de leurs familles, de leurs proches, et plus généralement pour soutenir les forces de l'ordre, éprouvées par cet acte de barbarie terroriste.

Nos policiers et nos gendarmes, il faut le dire ici une nouvelle fois – et vous avez trouvé les mots pour le faire, madame la députée – accomplissent un travail exceptionnel, dans des conditions difficiles, pour protéger les Français. Certes, c'est leur mission, c'est leur travail. Ce sont des hommes et des femmes qui servent l'État, qui servent l'intérêt général, qui travaillent dans des conditions difficiles et qui pour beaucoup se disent – d'où l'effroi – qu'on peut venir chez eux, à leur domicile, s'en prendre à leur vie.

Ils agissent – vous l'avez dit – avec courage pour faire face au terrorisme, pour lutter contre la délinquance et c'était la mission de ce commandant de police dans un territoire difficile, que vous connaissez bien, madame la députée. Il avait été, comme le ministre de l'intérieur l'a rappelé, honoré, récompensé pour ses actes de bravoure. (*« Assez de baratin ! Des actes ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Ils agissent avec courage aussi pour maintenir l'ordre public. Et les violences commises une nouvelle fois lors des manifestations à Paris hier, sont intolérables et inexcusables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste ainsi que sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Michel Herbillon. Dites-le à la CGT.

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'attends de tous la plus ferme condamnation des violences contre les commerces, contre les bâtiments publics, contre l'hôpital Necker...

M. Guy Geoffroy. Que de temps perdu.

M. le président. S'il vous plaît.

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...qui accueille les enfants malades. La ministre de la santé Marisol Touraine y était hier soir.

M. Michel Herbillon. Qu'est-ce que vous attendez pour interdire les manifestations ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous nous y sommes rendus de nouveau ce matin. Les personnels de l'hôpital nous ont expliqué...

M. Guy Geoffroy. Il faut arrêter de parler ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. Monsieur Geoffroy.

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...que ces violences ne visaient pas seulement à dégrader des bâtiments publics mais également ...

M. Bernard Debré. Des médecins aussi.

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et je pèse mes mots, à « se faire un policier », à tuer des policiers.

M. Bernard Debré. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce sont ces policiers qui ont protégé l'hôpital et les médecins, monsieur Debré. Et je veux rendre hommage au courage et à l'abnégation des forces de l'ordre qui méritent que la représentation nationale soit autour d'eux, avec dignité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, ainsi que sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Bernard Debré. Baratin !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Les policiers et les gendarmes font un métier dangereux et parce qu'ils en acceptent les risques, ils méritent tout notre respect et toute notre gratitude.

M. Michel Herbillon. Et notre protection.

M. Guy Geoffroy. Arrêtez de parler ! Agissez !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je n'accepte pas, à l'instar du ministre de l'intérieur hier, les mises en cause permanentes. Je n'accepte pas les comportements, les propos insupportables de certains.

M. Michel Herbillon. Dites-le à la CGT !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Au moment où on salue le courage des policiers face au terrorisme, je n'accepte pas que les mêmes mettent en cause les policiers quand il s'agit de prétendues violences policières dans les manifestations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Guy Geoffroy. Qu'attendez-vous pour interdire les manifestations ?

Un député du groupe Socialiste, écologiste et républicain. Fasciste !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Cela a suffisamment duré. J'appelle chacun à sa responsabilité.

Mme Claude Greff. Le baratin, ça suffit !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Des manifestations organisées sans que l'on mette clairement la frontière entre les manifestants et les casseurs (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*), des manifestations qui se terminent par les violences que l'on a connues hier : ça suffit !

Mme Claude Greff. On le sait tout ça !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est insupportable et le Gouvernement prendra toutes ses responsabilités.

M. Patrick Labaune. Il faut des actes !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Tout de même, mesdames et messieurs les députés – permettez-moi de vous le dire en tant qu'ancien parlementaire –, face à une telle situation, la représentation nationale ne peut-elle pas donner un autre spectacle que celui de la division et des interpellations incessantes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Laurent Furst. Il faut agir !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, j'ai une conviction, que je partage avec Bernard Cazeneuve, parce que nous savons ce qu'il en coûte aux policiers. Cette conviction, c'est que c'est dans ces moments-là qu'il ne faut pas perdre son sang-froid.

M. Alain Marty. Oui mais on fait quoi ?

M. Claude Goasguen. Pas de leçons !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est dans ces moments-là qu'il faut incarner l'ordre républicain, l'autorité républicaine dehors, dans la rue, et ici, à l'Assemblée nationale.

M. Bernard Debré. Et on fait quoi ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Et c'est cette voix, celle de l'ordre républicain, de l'État de droit, de la fermeté, de la démocratie, tout simplement des valeurs de la France que le Gouvernement et la majorité, et je l'espère une grande majorité des députés ici présents incarnent parce que les Français nous le demandent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

M. Claude Goasguen. Vous n'avez pas à juger le Parlement !

Données clés

Auteur : [Mme Françoise Descamps-Crosnier](#)

Circonscription : Yvelines (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4069

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2016](#)